

L'an deux mille quinze et le vingt-neuf juin, le Conseil de Communauté, régulièrement convoqué par son Président dans les délais légaux, a été appelé à délibérer sur les questions suivantes.

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL DE  
COMMUNAUTÉ**

**SÉANCE DU 29 JUIN 2015**

**Date de convocation :** 23 juin 2015

**Affiché le :** 3 juillet 2015

**Nombre de Conseillers :** 63

**Nombre de présents :** 42

**Nombre de pouvoirs :** 16

**Nombre de votants :** 58

**Nombre d'absents excusés :** 5

**PRÉSENTS** : Aubignan : Guy REY - France MIRTO Beaumes-de-Venise : Sabine SOL Beaumont-du-Ventoux : excusé Bédoin : Luc REYNARD Caromb : Léopold MEYNAUD - Christine TRAMIER Carpentras : Francis ADOLPHE – Christiane MARCHELLO-NIZIA - Yvette GUIOU – Joël BOTREAU – - Karine GUEZ - Jean-Pierre CAVIN – Hélène CABASSY - Bruno GANDON – Peggy BERTOLUCCI - Hervé de LÉPINAU - Julien LANGARD - Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE – Alain DÉFOSSÉ Crillon le Brave : Guy GIRARD Flassan : Jean PAWLAK (suppléant de Michel JOUVE) Gigondas : Christian MEFFRE (suppléant de Eric UGHETTO) Lafare : Jean-Paul ANRES La Roque Alric : excusé La Roque sur Pernes : Joseph BERNHARDT Le Barroux : Bernard MONNET Le Beaucet : François ILLE Loriol du Comtat : Gérard BORG – Roselyne MACARIO Malaucène : Dominique BODON Mazan : Aimé NAVELLO - Claude LAUTIER – Louis BONNET Modène : Christian RIPERT Saint Didier : Gilles VÈVE – Michèle PLANTADIS Saint Pierre de Vassols : Ghislain GRICOURT Saint Hippolyte le Graveyron : Jean-Claude ALBAN (suppléant de André AIELLO) Sarrians : Anne-Marie BARDET - Véronique BAUDIN Suzette : Jean-Alain MAZAS Vacqueyras : Jean-Marie GRAVIER Venasque : Gaby BEZERT.

**EXCUSÉS AYANT DONNÉ PROCURATION** : André CAMBE a donné pouvoir à France MIRTO - Stéphane GAUBIAC a donné pouvoir à Joël BOTREAU - Nathalie REYNARD a donné pouvoir à Luc REYNARD - Serge ANDRIEU a donné pouvoir à Francis ADOLPHE - Franck DUPAS a donné pouvoir à Jean-Alain MAZAS - Pauline DREANO a donné pouvoir à Yvette GUIOU - Jean-François SENAC a donné pouvoir à Jean-Pierre CAVIN - Caroline BALAS a donné pouvoir à Karine GUEZ - Gérard ROLLAND a donné pouvoir à Hélène CABASSY – Bernard BOSSAN a donné pouvoir à Christiane MARCHELLO-NIZIA - Jacqueline RENOU a donné pouvoir à Peggy BERTOLUCCI – Jeanne YVAN a donné pouvoir à Marie-Véronique THOMAS de MALEVILLE - Roselyne SULTANA a donné pouvoir à Aimé NAVELLO – Pascal BOUREZ a donné pouvoir à Ghislain GRICOURT - Julien AUBERT a donné pouvoir à Léopold MEYNAUD à partir de la délibération n°82-15- Bénédicte MARTIN a donné pouvoir à Dominique BODON à partir de la délibération n°88-15.

**ABSENTS EXCUSÉS** : Christian GONNET - Bernard CHARRASSE - Agnès MOISSON - Francis JULLIEN - Gérard VILLON.

**SECRÉTAIRE DE SÉANCE** : Léopold MEYNAUD

**Délibération n°89-15**

**Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines**

**Objet : Modification du tableau des effectifs**

**Conseil de Communauté du 29 juin 2015**

**Délibération n°89-15**

**Direction des Ressources et moyens – Service des Ressources humaines**

**Objet : Modification du tableau des effectifs**

**Le Conseil de Communauté,**

Vu le code général des collectivités territoriales,

Vu la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale,

Vu le décret n°88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents non titulaires de la fonction publique territoriale,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°155-10 13 décembre 2010 portant dispositif de gestion des temps de travail, ainsi que ses avenants n°21-11 du 18 avril 2011 et n°92-13 du 24 juin 2013,

Vu la délibération du Conseil de communauté de la CoVe n°144-13 du 4 novembre 2013 portant dispositif indemnitaire, ainsi que son avenant n°206/14 du 13 octobre 2014,

Considérant que pour pouvoir à l'emploi de Directeur général des services techniques, il est opportun de créer un poste relevant des grades d'ingénieur principal ou d'ingénieur en chef,

Considérant que pour nommer un agent par la voie de la promotion interne, il est opportun de créer un emploi d'agent de maîtrise,

Considérant que pour nommer un agent suite à sa réussite au concours, il est opportun de créer un emploi d'agent de maîtrise,

Considérant que pour nommer un agent proposé à l'avancement de grade, il est opportun de créer un emploi de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe,

Considérant que pour pourvoir à l'emploi d'Instructeur adjoint au responsable du service mutualisé des autorisations du droit des sols, il est opportun de créer un emploi de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe

Considérant que pour faire face à l'accroissement saisonnier de l'activité du département de la collecte des déchets, lié à la fréquentation touristique, il est nécessaire de faire appel à trois agents non-titulaires,

Considérant que la mise en disponibilité d'un agent crée une rupture dans la continuité du service public, et qu'il convient en conséquence de recourir à un agent non titulaire de catégorie B sur le fondement d'un accroissement temporaire d'activité au sein du service Actions éducatives,

Entendu le rapport du Président,

Après en avoir délibéré, par un vote à l'unanimité des suffrages exprimés,

**Décide**

**Article 1 : DE CRÉER un emploi relevant des grades d'ingénieur principal ou d'ingénieur en chef de classe exceptionnelle.**

**Article 2 : DE CRÉER deux emplois d'agents de maîtrise.**

**Article 3 : DE CRÉER un emploi de rédacteur principal de 2<sup>ème</sup> classe.**

**Article 4 : DE CRÉER un emploi de rédacteur principal de 1<sup>ère</sup> classe.**

**Article 5** : D'AUTORISER le recours à trois contrats pour accroissement saisonnier d'activité, conclus pour une durée maximale de 6 mois dans le grade d'adjoint technique de 2<sup>ème</sup> classe, en vue d'assurer les fonctions de conducteur ou de ripeur au sein du département de la collecte des déchets.

**Article 6** : D'AUTORISER le recours à un contrat de catégorie B pour accroissement temporaire d'activité conclu pour une durée maximale de 12 mois.

Transmis en Préfecture le : - 6 JUIL. 2015

Publication par affichage le : - 3 JUIL. 2015

Exécutoire le : - 6 JUIL. 2015

Fait les jour, mois et an ci-dessus

Pour extrait certifié conforme

Le Président,



Francis ADOLPHE



En application de l'article R.421-1 du Code de la Justice Administrative, la présente délibération peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Nîmes (16 avenue Feuchères -CS 88010 - 30 941 Nîmes CEDEX 09 - Tél.: 04 66 27 37 00 - Fax: 04 66 36 27 86 - greffe.ta-nimes@juradm.fr) dans un délai de deux mois à compter de la date de sa publication par voie d'affichage et de sa réception par le représentant de l'Etat.